



FSU

59-62

SPECIAL RETRAITÉ(E)S

mai 2014



EDITO

Le 3 juin montée en masse des retraité-e-s à Paris

A l'appel de leurs organisations syndicales, notamment la Section Fédérale des Retraité-e-s de la FSU, et de plusieurs associations représentatives, les retraité-e-s manifesteront **massivement à Paris le 3 juin prochain**. Leurs revendications portent sur trois domaines sur lesquels le syndicalisme de retraité-e-s est engagé depuis plusieurs années : **augmentation des pensions et pouvoir d'achat, santé et loi sur la perte d'autonomie**.

La FSU retraité-e-s, qui cherche à inscrire le mouvement dans la durée, a largement contribué à le construire, dans le Nord-Pas de Calais, depuis le forum sur la perte d'autonomie d'octobre 2013, jusqu'à la réunion, à la Bourse du Travail de Lille le 30 avril, des organisations syndicales et plusieurs associations. Notre propre travail, ainsi sur la perte d'autonomie, nos actions propres, le 1^{er} avril sur le pouvoir d'achat, qui a trouvé un écho auprès des élus et dans la presse, ont largement contribué à une **action qui soit commune**.

Celle-ci est d'autant plus nécessaire qu'avec le pacte de responsabilité présidentiel, comme avec la déclinaison qu'en donne le 1^{er} Ministre Valls, c'est une **attaque d'une violence sociale sans précédent, dont est victime le monde du travail, dont les retraité-e-s sont partie prenante**. Pour le seul bénéfice du patronat les coupes sombres porteront sur les services publics, la santé, tandis qu'une atteinte supplémentaire au pouvoir d'achat des retraité-e-s est programmée. **Les atteintes aux différentes branches de la Sécurité Sociale comme à son financement risquent fort d'être irréremédiables**. Tout ceci fait partie d'un changement d'échelle dans la réorganisation économique et sociale libérale en cours, **en application du traité Merkel-Sarkozy et des contraintes de la commission européenne sur le déficit budgétaire**. Ce n'est pas tolérable.

Nous sommes heureux de constater que nous ne sommes pas tous seuls à le dire, mais de plus, sur la base d'un travail syndical concret, mené en commun depuis des années, c'est **ensemble que nous serons capables de porter revendications et propositions jusqu'à Paris, devant les autorités gouvernementales**.

Déjà 9 bus sont comptabilisés dans la région. **C'est dire l'ampleur de la mobilisation en cours**. Inscrivez-vous rapidement afin de contribuer à la réussite matérielle des départs. Nous devons, avec nos partenaires, avoir la possibilité de faire les commandes supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires.

Jean-François Larosière Secrétaire de la SFR-FSU Nord-Pas de Calais
Catherine Piecuch Secrétaire Régionale de la FSU Nord-Pas de Calais
Didier Costenoble Secrétaire de la FSU Nord

Annonces gouvernementales : indignation et colère !

Le premier ministre confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires et annonce celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le «dévouement et sens du service public» des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires !

Les agents de la Fonction publique attendent des actes forts. Pour une cinquième année consécutive, le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés.

C'est économiquement inefficace !

Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis.

Les politiques d'austérité conduites par les libéraux au pouvoir et encadrées par les institutions de l'Union Européenne ciblent en priorité les services publics. Non seulement nous dénonçons les atteintes qu'ils subissent, mais nous revendiquons leur développement car les services publics sont garants de l'accès à la santé, à l'éducation pour tous,

C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires. Elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces créations.

Mais le redéploiement fragilise d'autres secteurs. C'est pourquoi la FSU rappelle l'urgence qu'il y a à créer les emplois nécessaires à leurs missions.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent.

D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariat Public/Privé.

L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

La FSU portera son analyse et ses demandes lors de la rencontre avec le premier ministre en rappelant que la bonne méthode de dialogue social consiste à faire primer la concertation sur les annonces médiatiques.

Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée d'action unitaire pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.

Toutes les générations sont touchées par cette politique. La FSU appelle aussi les retraités à se mobiliser largement lors de la journée du 3 juin prochain pour obtenir de meilleures conditions d'existence et défendre leur pouvoir d'achat.

Dégradation à tous les niveaux de la situation des retraité-e-s

Comme celle des actifs, la situation des retraités se dégrade. Les mauvais coups se succèdent contre les retraités : suppression de la demi-part supplémentaire pour les veufs-veuves ayant eu des enfants, fiscalisation brutale du supplément de 10 % pour les retraités ayant eu trois enfants ou plus, instauration depuis le 1^{er} avril 2013 d'une taxe de 0,3 % pour les retraités imposables et depuis le 1^{er} avril 2014 report de la revalorisation des pensions au 1^{er} octobre 2015. Face au programme de baisse des dépenses publiques : l'avenir est lourd de menaces. Quelle revalorisation des pensions, quelle loi pour la perte d'autonomie et son financement, quel accès aux soins... ? conforme aux attentes.

Le pouvoir d'achat des retraités baisse et de plus en plus d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté. Défendre les retraites aujourd'hui, c'est défendre les retraité-e-s de demain. Depuis quelques mois, les organisations syndicales de retraités dénoncent cette situation et se mobilisent. Après la conférence de presse du 1^{er} avril 2014 (UCR-FO, CGT, UNIRS, SFR-FSU) pour condamner le report de la revalorisation, la FSU appelle les retraités à manifester le 3 juin à Paris pour l'augmentation du pouvoir d'achat, l'accès aux soins, le maintien et le développement des services publics, et une loi sur le vieillissement.

Déplacement en autobus à Paris le 3 juin 2014



A l'initiative de la SFR (Section Fédérale des Retraités) FSU s'est tenue, dans les locaux de la FSU, à la Bourse du Travail de Lille, une rencontre unitaire en vue de la montée à Paris le jeudi 3 juin 2014. Voici les principaux extraits du compte rendu de cette réunion. A noter que la même démarche est en cours dans le Pas de Calais. Une rencontre est prévue le 20 mai avec l'UCR CGT.

Dans le cadre de la réflexion et préparation de la journée nationale d'action Retraités du 3 juin s'est tenue une rencontre unitaire des organisations syndicales de retraités du Nord et associations. Ont participé : CGT, FO, FSU, FGR-FP, SOLIDAIRES, UNSA, UNRPA de Seclin. CFTC Excusée

Toutes les organisations et association présentes ont confirmé leur accord sur l'initiative du 3 Juin à Paris axée sur les trois grandes questions centrales du pouvoir d'achat, de la santé et de la perte d'autonomie.

Il a été convenu d'attendre le communiqué unitaire commun national qui sera repris par les organisations syndicales et association du Nord comme point d'appui pour une large communication et sensibilisation à participer à la manifestation. A été rappelé qu'au-delà du communiqué unitaire chaque organisation conserve toute latitude pour sa propre expression.

S'agissant de la question des transports, il est convenu d'une mutualisation afin de partager les frais. Au-delà de la participation financière de chaque manifestant, chaque organisation contribuera financièrement au prorata du nombre de participants. (...)

L'organisation des transports d'une part et leur mutualisation d'autre part exige une rigueur de connaissance sur les inscriptions et l'information géographique. Pour ce faire, a été convenu de la nécessité des contacts entre militants pour échanger les informations sur les inscriptions qu'il faut faire remonter le plus rapidement possible.

Les organisations syndicales appelant à cette grande manifestation nationale ont décidé de se grouper pour acheminer les manifestants à Paris.

Pour les participants il est impératif de s'inscrire au plus tôt auprès du correspondant départemental FSU en indiquant nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique et lieu de départ souhaité.

Privilégier le courriel s'il vous plaît pour plus de commodité

La participation demandée est de 10 euros par personne.

(à donner au responsable FSU du bus ou établir un chèque à l'ordre de la FSU 59/62 et l'adresser à Anny Barreau, Bourse du Travail 276 Boulevard de l'Usine 59800 Lille ; indiquer au verso manifestation retraité-e-s du 3 juin)

Pour le Pas de Calais : Alain Dercourt courriel : dercourtalain@orange.fr ou au 06.89.30.80.83

Pour le Pas de Calais 3 lignes sont prévues :

I) Départ de Calais puis Boulogne, puis Berck ensuite A 16 et Paris.

II) Départ de Saint Omer (parking Auchan) puis Béthune (Décathlon) et Arras (parking du Crinchon) ensuite A1 et Paris

III) Départ de Lens (parking Bollaert près du McDonald puis Montigny (parking Intermarché)

Pour le Nord : André Léger : courriel : a.leger3@laposte.net ou au 03 27 96 33 57

Indiquer obligatoirement nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique et lieu de départ souhaité.

Pour le Nord, 6 départs sont prévus de :

Dunkerque ; Lille ; Douai ; Valenciennes ; Cambrai ; Maubeuge – Aulnoye.



Non au gel de nos pensions !

Les lieux de rendez-vous et horaires vous seront communiqués après réservation et mis en ligne sur nos sites.

A. Léger - A Dercourt

Les revendications des retraité-e-s de la FSU

POUR L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT

Après une érosion lente, notre pouvoir d'achat va connaître une baisse sensible due aux mesures des gouvernements Ayrault et Valls (gel de revalorisation ; prélèvements...).

Début 2013 la FSU Nord Pas de Calais revendiquait une augmentation de 5% des pensions au titre d'un premier rattrapage !

POUR L'ACCÈS AUX SOINS PARTOUT ET POUR TOUS

Les inégalités d'accès aux soins augmentent entre les territoires. De plus, les dépassements d'honoraires, le « reste à charge » des patients, le coût croissant des complémentaires de santé conduisent de plus en plus de malades à renoncer aux soins.

C'est particulièrement sensible dans notre région qui présente de très mauvais indicateurs de santé.

POUR LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

Les politiques d'austérité conduites par les libéraux au pouvoir et encadrées par les institutions de l'Union Européenne ciblent en priorité les services publics.

Les atteintes doivent être dénoncées et nous revendiquons leur développement car les services publics sont garants de l'accès à la santé, à l'éducation, aux transports, à l'énergie etc... pour tous les citoyens

POUR UNE LOI SUR LE VIEILLISSEMENT CONFORME À NOS ATTENTES

Le gouvernement Valls hésite, pour le moins, à aller au bout du processus engagé en 2013 par Mme Delaunay (loi « d'adaptation de la société au vieillissement »). Les moyens manquent, là encore et il semble que le 2^{ème} temps annoncé (accompagnement et prise en charge en établissement) passe à la trappe.

Nous revendiquons, d'une part, le maintien de la solidarité intergénérationnelle mis à mal par les mesures récentes, et, d'autre part, la création d'un droit universel sans condition d'âge et de ressources compensant la perte d'autonomie financé dans le cadre des branches existantes de la Sécurité Sociale.

G. Bouchart

Sites à visiter régulièrement :
FSU 62: <http://sd62.fsu.fr> FSU 59 : <http://sd59.fsu.fr>

SPÉCIAL RETRAITÉ-E-S FSU 59/62 Directeur de publication : JF Larosière Impression : FSU 62 Mise en page : A Dercourt